

La fronde des salariés actionnaires d'Elf

La purge du PDG d'Elf (1300 suppressions de postes) ne passe toujours pas. Pour bloquer son plan, baptisé «Performance» (il doit permettre de doubler les bénéfices), présenté vendredi 16, les grévistes de la branche exploration-production (EP) occupent toujours les services informatiques de Pau et de La Défense. Les salariés s'installent pour un long conflit et le dialogue entre partenaires sociaux est tenu. Hier, c'est dans un hôtel de la périphérie de Pau que le directeur général adjoint d'EP a rencontré les syndicalistes.

En butte à la révolte des «salariés-salariés», Philippe Jaffré doit aussi affronter la fronde des salariés-actionnaires. Une association de ces salariés qui détiennent des actions Elf, l'Adias, a tiré à boulets rouges, dans la Nouvelle République des Pyrénées. Un communiqué, publié lundi, appelle «tous les actionnaires à défendre l'avenir du groupe Elf et à faire respecter ses valeurs humaines en votant contre la résolution qui présentera le rapport de gestion lors de la prochaine assemblée générale du 28 mai». Selon son président, Jean Conan, «la suppression brutale de près de la moitié des effectifs de la société d'expertise pétrolière du groupe ajoute un séisme de plus à une série déjà longue, déstabilisant les travaux en cours et obérant ceux à venir».

La prise de position de l'Adias est assez révélatrice du vide qui se creuse autour du PDG. Car l'association, même si elle ne représente qu'une infime partie du capital, est un peu le porte-parole des cadres. On l'a dite aussi très proche d'anciens dirigeants. Jusqu'à présent, elle s'était gardée de manifester son

sentiment sur les méthodes de Philippe Jaffré.

Claude Henry, de l'Asap, autre association d'actionnaires, suscitée par la CFTC — et qui appelle depuis longtemps à la démission de Jaffré —, est assez satisfait de voir l'Adias se rejoindre. Il en profite pour dénoncer les pratiques du patron du groupe, derrière la «vitrine de l'actionnariat salarié»: «On limite les droits de vote des investisseurs institutionnels. Le PDG, par contre, peut recevoir autant de mandats qu'il le souhaite. Il déroge à tout. Nous avons demandé une représentation au conseil d'administration. Cela nous a été refusé, ainsi qu'au président du conseil de surveillance du fonds d'épargne de l'entreprise, qui pourtant possède beaucoup d'actions.»

En revanche, selon l'Asap et la CFTC, un actionnaire détient les clés du problème: l'Etat. Depuis la privatisation, il possède une *golden share* (clause réservant certains droits à l'Etat, notamment celui de s'opposer à l'entrée d'un autre actionnaire. Les syndicalistes ont donc activé les politiques: Sénat, Assemblée, Matignon et Elysée. Ils seront reçus par le Parti socialiste ce soir, avec un objectif: «Le gouvernement doit constater la dérive d'Elf, désormais opéable. Son représentant à l'assemblée générale doit déclarer son désaccord avec la politique de Philippe Jaffré. Cela le contraindrait à démissionner. On pourrait alors le remplacer par un homme consensuel.»

Il est peu vraisemblable que le gouvernement en suive dans cette voie. En tout cas, si la *golden share* doit servir, il faut se dépêcher. La Commission européenne a sommé les Etats-membres d'y renoncer ●

LIBERATION 22/4 H.N.

PÉTROLE 2314

Elf : Pau et la Défense toujours bloqués

Si des négociations se sont engagées à Lacq, on en est toujours au point mort dans la branche exploration-production.

Situation contrastée dans le conflit qui oppose la direction d'Elf-Aquitaine aux organisations syndicales à la suite de l'annonce d'un plan de performance qui pourrait entraîner la suppression de 1 320 emplois sur 2 820 dans la branche exploration-production du groupe pétrolier (nos éditions du 20 avril).

Hier, la situation restait complètement bloquée tant au centre technique de Pau qu'à la tour Elf de la Défense où les salariés ont reconduit leur consigne de grève et l'occupation des services informatiques du groupe, paralysant ainsi en grande partie toutes ses communications. En revanche, des discussions se sont engagées à Lacq à la fois dans les unités chimiques dépendant d'Atochem et dans celles assurant la production du gaz naturel.

«Dire que les négociations sont positives serait exagéré, mais elles avancent», a affirmé un porte-parole de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC-CFTC-FO. Une information qui n'a pas été démentie par un représentant de la direction d'Elf. Des discussions qui ont commencé tandis que quelque 400 salariés en grève, appartenant à Elf-Atochem et à Elf Aquitaine-Exploration-Production France (Lacq), se massaient devant le bâtiment.

Paralyse à Atochem

Depuis vendredi à Lacq, les activités chimiques d'Atochem sont paralysées et la production de gaz naturel est réduite «au minimum technique». Au centre scientifique et technique d'Elf-EP à Pau, les salariés ont voté pour la reconduction des grèves tournantes et l'occupation du centre informatique qu'ils observent depuis le lundi 12 avril.

«Elle est reconduite pour 24 heures, mais nous avons déjà des volontaires inscrits pour l'occupation de nuit jusqu'au week-end», a indiqué un porte-parole syndical.

Une invitation du PDG d'Elf-EP, Jean-Luc Vermeulen, à une réunion hier matin à la tour Elf à la Défense a été déclinée par les syndicats, qui estiment que les négociations doivent se dérouler à Pau. Leur objectif est d'obtenir l'abandon du plan de performance et le retrait des projets d'externalisation.

De leur côté, les salariés d'Elf-EP à la Défense, également en grève depuis la semaine dernière, ont reconduit l'occupation de leur centre informatique jusqu'à vendredi.

E. T.

Le Canard Enchaîné (21/4)

PAU : MOBILISATION MASSIVE POUR ELF



Shell n'a jamais envisagé d'OPA sur Elf

«NOTRE GROUPE n'a jamais eu l'idée de lancer une OPA sur Elf. Je ne vois vraiment pas pourquoi cette rumeur s'est développée», affirme Hugues du Rouret, président de Shell France, voulant ainsi mettre un terme à cette rumeur de rachat qui revient régulièrement depuis deux mois dans les deux sociétés et sur les marchés. «Comme avec d'autres groupes, nous travaillons en commun sur la plupart de nos projets en exploration production, et nous avons aussi des accords commerciaux.»

Le groupe anglo-néerlandais est actuellement occupé par sa réorganisation, «une véritable révolution culturelle, puisqu'il s'agit de passer d'une structure très fortement décentralisée à une organisation mondiale resserrée».

Cette mutation se traduit en Europe par une diminution de cinq niveaux hiérarchiques et par l'unification de certaines fonctions comme la logistique ou le marketing. Conséquence sur la France: 95 postes de travail sur 2 300 dans la branche produits pétroliers seront supprimés sans licenciements.